

[SFR] Vente de SFR : la CFDT veut éviter une casse sociale

Le projet de cession de SFR et d'acquisition de ses actifs par les trois autres opérateurs télécoms français arrive dans sa phase décisive. Il devrait être finalisé fin mars... sans qu'aucune information soit donnée aux organisations syndicales. La CFDT, qui anticipe un risque majeur pesant sur l'emploi, revendique une négociation tripartite et un cadre social protecteur pour les salariés concernés.

Depuis des mois, la vente de SFR et l'acquisition de ses activités par les trois autres opérateurs télécoms français (Bouygues Telecom, Free et Orange) sont devenues inéluctables. Malheureusement, le projet avance dans une totale opacité, générant de grandes incertitudes, notamment sur le volet de l'emploi. C'est ce qu'a voulu dénoncer la CFDT, qui organisait, le 4 mars à Paris, une conférence de presse en vue d'alerter sur l'avenir de milliers de salariés directement concernés.

« Si la CFDT intervient aujourd'hui, ce n'est pas par hasard. La cession de SFR entre dans sa phase finale, et donc décisive, avec des discussions menées en coulisses entre les repreneurs potentiels, mais sans la CFDT, a expliqué Christophe Visse, secrétaire fédéral de la Fédération Communication Conseil Culture ([F3C](#)) chargé du secteur des télécommunications. La CFDT n'est pas opposée à l'évolution du secteur des télécoms, mais pas à n'importe quelles conditions ni à n'importe quel prix ! »

Lourdes conséquences sur l'ensemble du secteur des télécoms

Or, jusqu'à présent, ce sont davantage des questions de calendrier financier et politique qui ont été mises en avant. *« La question sociale est la grande absente des discussions. Tout le monde s'inquiète du prix de l'abonnement mais personne ne parle de la casse sociale »,* s'émeut Olivier Lelong, délégué syndical central de SFR. On risque d'assister à une véritable saignée si l'on considère les estimations de la CFDT, qui anticipe entre 7 000 et 8 000 suppressions de postes, de nombreux services doublonnant (boutiques, ingénierie réseau, back-office...).

Présent lors de la conférence de presse, Olivier Pinto, élu CFDT au CSE de SFR Distribution, a d'ailleurs évoqué la situation des salariés des boutiques (un réseau de 500 magasins, en comptant les franchisés, soit 1 950 salariés en CDI), où la tension est palpable. *« Sans perspective ni information, les gens nous demandent tous les jours : "Que vont devenir nos boutiques ? Que vont devenir nos emplois ? Nous ne pouvons pas continuer à travailler dans le flou. Il nous faut un vrai dialogue social." »* On sait donc d'ores et déjà qu'il y aura des impacts dans tout l'Hexagone et dans les territoires d'outre-mer, ainsi que sur l'ensemble de la chaîne de sous-traitants et chez les autres opérateurs.

« Toutes les décisions prises aujourd'hui auront des conséquences sur l'ensemble du secteur des télécoms, et pas seulement pour SFR », explique Olivier Lelong, qui dit *« craindre des pertes d'emplois mais aussi des pertes de compétences »*. D'où la nécessité de négocier, selon lui, un *« un cadre préalable à cette opération ; que tous les salariés touchés par cette opération soient pris en compte dans un accord social »*.

“L'État ne peut pas se contenter d'être spectateur”

La CFDT revendique que l'État prenne sa part et ses responsabilités, car il s'agit d'*« un acteur principal dans ce secteur : c'est lui qui fixe les règles du jeu, attribue les fréquences... Et qui en retire financièrement*

beaucoup. Il ne peut se contenter d'être spectateur ! », clame Olivier Berducou, délégué syndical central CFDT chez Orange. Le secteur des télécoms est un secteur stratégique, représentant quelque 100 000 emplois qui structurent les territoires, avec un rôle crucial.

À propos de l'auteur

[Emmanuelle Pirat](#)

Journaliste

« Nous sommes un opérateur d'intérêt vital. Nos clients, ce sont l'armée, les ministères, les hôpitaux, etc. », souligne Donia Khelifa, déléguée syndicale centrale adjointe CFDT chez SFR. « Cette opération concerne l'État, qui a un rôle prépondérant et une part de responsabilité. Il ne peut considérer que l'emploi serait simplement une question privée. L'État doit s'impliquer dans l'aspect social de l'opération. Sinon, il validerait un choc social », alerte Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, venue défendre l'idée de la nécessité d'un dialogue social où les acteurs syndicaux ne joueraient pas seulement un rôle de pompier mais anticiperaient...

vente sfr

Infos pratiques

Suivez-nous sur les réseaux !

Bluesky [S3C CFDT TELECOMS PRESTATAIRES](#)

Facebook [S3C Télécoms prestataires IDF](#)

insta [s3ctelecomsprestatairesidf](#)

Linkedin [S3C Télécoms Prestataires IDF](#)

Threads [s3ctelecomsprestatairesidf](#)

Tiktok [S3CTélécomsPrestatairesIDF](#)

Liens utiles

[Vente de SFR : la CFDT veut éviter une casse sociale](#)